

Discours de François Hollande à Brest le 4 mars 2004

Chers Amis, Chers Camarades,

Je veux remercier Jean-Jacques Urvoas pour son accueil. Je salue François Cuillandre, le maire de Brest, qui fait partie de cette nouvelle génération des responsables socialistes. Je salue Pierre Maille, Président du Conseil général aujourd'hui et qui sera Le Président du Conseil général demain, mais qui est surtout à mes yeux un modèle de courage, de vérité et de loyauté ; c'est pour cela qu'il doit garder le Finistère à gauche. Je retrouve Marie Jacques avec bonheur. Lorsque j'ai été élu à l'Assemblée nationale pour la première fois, c'était en 1988, le hasard de l'alphabet m'a fait m'asseoir à côté de Marie Jacques. Elle était déjà l'une des plus anciennes, j'étais alors l'un des plus jeunes.

Je suis ici avec Jean-Yves Le Drian, ami, qui est devant une responsabilité considérable en ces jours du mois de mars. C'est sur lui -avec d'autres- que repose l'espoir de faire monter la Bretagne à gauche. Et, je le sentais retenir les premiers enthousiasmes. Je sens une ambiance, un mouvement, un climat. C'est ce petit vent marin qui promet peut-être les changements féconds. Alors, je pense qu'une élection c'est toujours la rencontre d'un moment et d'une volonté. Ici, en Bretagne, c'est le moment du changement. Oui, il y a en Bretagne d'abord une identité forte, une région qui veut exister par elle-même, qui a cru depuis toujours à l'idée de décentralisation. Je pense même que l'idée de décentralisation est née en Bretagne, a été portée par les élus Bretons, parce qu'ils comprenaient qu'il n'y aurait de développement possible que s'il y avait des responsabilités confiées aux élus, et à travers eux aux citoyens, que s'il y avait une capacité pour agir. Et, c'est ce formidable espoir, cette extraordinaire ambition, cette identité forte qui pour autant non pas été transformés par la droite depuis 18 ans, comme si elle avait peur de cette identité régionale, comme si elle craignait cette ambition, comme si elle doutait de l'action politique.

C'est donc le moment d'exprimer à la fois cette volonté de changement et cette volonté d'action. C'est le moment, parce que votre Bretagne -comme beaucoup d'autres régions- souffre aujourd'hui. Souffre d'abord du désengagement de l'Etat à travers le dévoiement de la belle idée de décentralisation, à travers l'abandon des priorités publiques, à travers la régression des services publics. Cette Bretagne souffre de désindustrialisation, de délocalisations, d'abandon de politiques publiques en matière d'emplois. Cette Bretagne souffre d'une forme de déprime agricole, faite d'angoisse pour les producteurs laitiers, d'inquiétude légitime pour les éleveurs de porcs, et que dire de la production avicole. Je me disais « mais, où est le syndicalisme majoritaire en agriculture face à une telle situation ? » ; je me prenais à réfléchir « mais, où sont les élus de droite Bretons pour défendre un modèle agricole durable, celui qu'il aurait fallu sans doute mettre en œuvre depuis des années ? » ; et je me disais aussi que si nous étions encore en responsabilité, je ne suis pas sûr que j'aurais pu atteindre Brest, même par avion, tant les mouvements du syndicalisme majoritaire auraient été grands, tant la colère aurait été stimulée, tant les barrages auraient été nombreux ! Et aujourd'hui, on fait taire la colère ou plutôt on la ballonne. Mais elle est là et l'inquiétude aussi. Alors, dans ce contexte-là, c'est vous la gauche qui portez l'espoir, c'est vous la gauche qui devez faire changer l'orientation de cette région, c'est vous la gauche qui devez donner à cette Bretagne que vous aimez tant une identité, un développement, une force qui lui manque tant aujourd'hui. C'est toi Jean-Yves, avec tous ceux qui t'accompagnent, qui porte le message. Portes le haut, parce que c'est le moment.

Les élections régionales et cantonales sont un enjeu majeur pour les territoires, parce que des investissements qui seront faits ou pas, des décisions qui seront prises pour longtemps dépendront le sort et la vie quotidienne de tous ceux qui sont ici ou qui veulent y vivre. L'enjeu est aussi majeur au plan national, d'abord parce qu'il doit permettre à la gauche d'effacer un scrutin -celui d'il y a deux ans- et d'en préparer un autre -celui qui viendra en son temps, en 2007 ; ce scrutin est majeur parce qu'il doit être un élément de force pour la démocratie, pour le vote, pour le civisme ; l'enjeu est majeur pour la droite, parce qu'elle doit rencontrer -comme dans toute action publique- le verdict, le jugement, l'évaluation par le peuple. Oui, il y aura des conséquences au lendemain du scrutin sur la vie même du gouvernement, sur en tout cas sa liberté d'action, sa marge de manœuvre ; le reste de la législature, puisqu'il n'y aura pas d'autre vote avant trois ans, sera profondément influencé par le choix des citoyens au mois de mars.

La droite en a compris toute la gravité. Mais, elle réagit en fuyant la confrontation, en évitant le débat. Parce qu'elle redoute, plus que tout, l'élection. La droite connaît son impopularité ; et d'ailleurs, si elle ne parvient pas toujours à la mesure à travers les sondages, elle l'affronte à travers des émissions de télévision où les Ministres ne sont pas toujours attendus comme ils le voudraient, ou à travers des déplacements ou à travers simplement la confrontation avec la colère ou la grogne de nombreuses catégories sociales. La droite

connaît donc son impopularité, mais elle a choisi finalement d'éviter, de fuir, d'esquiver la consultation populaire.

Il y a donc nécessité à lui rappeler ses devoirs. Certes, elle fait croire que l'élection n'aurait pas de caractère politique, qu'elle n'aurait finalement aucune portée nationale. 25 Ministres, pas moins, sont candidats aux élections régionales ou cantonales, mais cela n'aurait pas de conséquence politique ! Ils seraient même apolitiques ! Le Premier ministre lui-même, Jean-Pierre Raffarin, lors d'un meeting de soutien en Région Lorraine à Gérard Longuet, a bien sûr déclaré que cela n'avait aucun caractère politique que d'être en déplacement et de tenir meeting. Le Premier ministre, sans doute pour des raisons qui ne seraient pas politiques et qui n'auraient aucune portée nationale, continue d'annoncer des mesures qui pourraient être flatteuses pour telle ou telle catégorie. Ce fut la baisse des charges sociales pour les restaurateurs, bientôt on nous dit une baisse de la TVA dont la raison serait -selon les gazettes- que Jean-Pierre Raffarin serait aller voir le Président de la République lui-même pour dire que s'il n'obtenait pas non pas la mesure -car elle n'a pas aujourd'hui le début d'une réalité- mais au moins son annonce, deux régions pourraient basculer de droite à gauche : la région Poitou-Charentes, mon Dieu ! et la région Bretagne, que Diable !

Ces élections ne sont donc pas politiques, elles n'ont pas de caractère national. La preuve, c'est que Jean-Pierre Raffarin, lui aussi, promet des TGV. Jean-Yves LE DRIAN a voulu croire, et je l'en remercie, que l'annonce faite il y a deux jours d'un TGV exceptionnel entre Limoges et Poitiers serait motivée, fondée sur un rapprochement conjugal me contenant ! Non, Jean-Yves, je crois que tu as une mauvaise interprétation. Il se trouve, mais je n'en blâme pas l'intéressée, que Bernadette Chirac -qui ne s'occupe pas simplement des pièces jaunes dans la vie- est également candidate aux élections cantonales en Corrèze. Et que c'est elle qui veut cette promesse de TGV. Alors, pourquoi se gêner puisque ce n'est pas politique, puisque cela n'a pas de portée nationale ! Il a été donc annoncé, 15 jours avant le scrutin, un TGV pour dans 15 ans !

Mais le Chef de l'Etat, lui-même, n'est pas en reste. Il a, lui, compris qu'il y avait une campagne. Il saisit tout occasion, par exemple un déplacement à Berlin pour obtenir, lui aussi, de G. Schröder la promesse d'une TVA à 5,5 % ; lequel G. Schröder lui a donné d'autant plus facilement qu'il sait que d'autres pays y sont hostiles. Voilà donc une bonne raison, au moment où l'Europe pourrait se prononcer sur son avenir, d'utiliser ce forum à des fins électoralistes. Il a cru d'ailleurs utile aussi, depuis maintenant deux mois, de nous abreuver de vœux qui correspondent à autant d'annonces de lois qui ne verront peut-être jamais le jour et, il y a encore peu de temps, il était au Salon de l'Agriculture. Mais, il semble que cela ne se soit pas passé comme les autres années. Car, à un moment, même le monde agricole demande le respect de la parole donnée.

La droite nie l'évidence, voudrait que cette élection n'ait pas d'enjeu, pas de conséquence... Alors, et c'est là le plus grand reproche que je lui adresse, elle fait le pari de l'indifférence civique, le choix du désintérêt, de la démobilisation, du discrédit, voire même du dégoût de la politique, en espérant même que ceux qui sont le plus en colère à l'égard des choix qui sont faits par le gouvernement pousseraient leur volonté de sanction jusqu'à ne pas aller voter. S'ils se laissaient aller à cette indifférence, ce sont eux-mêmes qui seraient sanctionnés. Parce qu'en définitive, le vote, l'expression, le suffrage, c'est la meilleure façon en démocratie de faire entendre sa voix. C'est pourquoi, la droite fonde ses espoirs sur l'abstention, alors que la gauche doit appeler au vote pour susciter l'espoir. C'est cela qui fait la différence entre la droite et la gauche aujourd'hui.

Nous croyons à l'utilité du vote, nous croyons à la valeur de la démocratie, à l'exigence de la République. Nous sommes inquiets nous aussi de cette montée des extrémismes, de cet esprit de résignation, de cette peur de l'avenir. Nous sommes soucieux de cette espèce de désagrégation de l'esprit civique et donc, nous nous mobilisons, nous nous battons, pour que le vote, au-delà de nous-mêmes, soit d'abord utile. C'est pourquoi l'utilité du vote doit apparaître dans la sanction légitime, juste que doit recevoir le gouvernement les 21 et 28 mars, mais aussi dans la protection que les citoyens doivent essayer d'arracher à travers ce scrutin et dans l'action que nous devons engager si nous appelons les électeurs à nous faire confiance dans les Régions et les Départements.

La sanction est nécessaire, parce que ce gouvernement depuis deux ans a fait preuve d'une rare capacité d'injustice et d'inégalités.

Il a fait un choix terrible : celui de la précarité contre la solidarité. Il a pensé qu'en réduisant les droits des chômeurs, qu'en affaiblissant les protections des salariés, qu'en amenuisant les garanties des assurés sociaux, qu'en affaiblissant les prestations des plus démunis, qu'en flexibilisant le travail, il y aurait un retour à la prospérité. Il a même fondé son action dans le creusement des inégalités en accordant davantage de

faveurs aux plus privilégiés à travers des baisses d'impôts sur le revenu ou sur les grandes fortunes, en multipliant les avantages clientélistes, en fondant son action sur une confiance pour les puissants et une contribution supplémentaire pour les plus fragiles et les plus démunis. Jacques Delors a eu cette admonestation à l'égard du gouvernement en qualifiant d'un mot simple la politique qui est celle de Jean-pierre Raffarin : haro ! Haro sur les pauvres ! vieille formule que certains avaient pu utiliser au temps de Margaret Thatcher en Angleterre. Malheur aux pauvres, tel est le sens de l'action politique.

Est-il acceptable qu'aujourd'hui, dans notre pays, les associations humanitaires puissent constater la recrudescence exceptionnelle du nombre de leurs bénéficiaires -et le mot « bénéficiaire » prend hélas ici toute sa signification. Mais si cette politique, déjà injuste, avait pu au moins être efficace, nous aurions pu en contester les fondements, nous aurions pu convenir qu'elle portait des fruits en termes de croissance, d'investissements ou d'épargne. Or, que s'est-il passé depuis deux ans ? Jamais la croissance n'a été aussi faible, jamais les investissements n'ont été aussi atones -même de la part des entreprises qui avaient reçu le plus de soutiens fiscaux ou budgétaires de l'Etat, jamais la consommation n'a été aussi fragile, jamais le chômage n'avait progressé autant ; et savez-vous que pour la seule année 2003, il y a eu plus d'emplois détruits que d'emplois créés dans notre pays, chiffre qui ne s'était jamais révélé depuis dix ans. Sachez aussi, sans caricature, que jamais les déficits publics n'ont été aussi lourds, jamais l'endettement de l'Etat n'a été aussi grand et jamais n'avons-nous été aussi proches d'une sanction des autorités européennes par rapport à notre politique de finances publiques. Jamais le déficit de la Sécurité Sociale n'a été aussi important (50 milliards d'euros cumulés). Et l'on ne sait pas si c'est voulu pour remettre en cause les fondements même de notre protection sociale ou si c'est simplement concédé faute de pouvoir maîtriser les dépenses, en ayant déjà fragilisé et appauvri toutes les recettes.

Voilà le sinistre bilan qu'il faut faire. Et, j'ajouterai à ces terribles chiffres qui ne sont pas des statistiques mais d'abord des accumulations de souffrances et de handicaps pour notre pays, la faute la plus grave de l'imprévoyance, du sacrifice de l'avenir. J'ai parlé des déficits, mais je veux surtout parler des choix qui sont obstinément faits depuis deux ans de mettre en cause toutes les dépenses qui préparent précisément le futur. C'est l'Education d'abord qui est devenue une variable d'ajustement budgétaire ; nous avons ici reçu des jeunes qui viennent d'apprendre que les postes mis au concours pour les examens ont été réduits jusqu'à 40 % ; ce sont le nombre d'emplois budgétaires qui déjà dans l'exercice de 2004 nous avait inquiété, 6 000 postes de moins, et ce n'est qu'un début puisqu'en 2005, il y en aura 8 000 et encore d'avantage. C'est donc normal qu'il y ait ce soulèvement non pas de l'intelligence -comme a voulu le caricaturer le Premier ministre- mais ce soulèvement tout simplement de l'espoir, de la force que les jeunes veulent avoir pour être utile à notre pays.

Il y a donc ce sacrifice de l'Education, mais aussi ce sacrifice de la Recherche ; et ce sont des chercheurs qui se mobilisent non pas pour défendre leur emploi, leur statut, mais leur laboratoire car ils savent bien -et nous le savons aussi- que la science c'est la démocratie de l'intelligence pour tous. Nous savons bien que la science, que les découvertes, c'est la médecine pour tous ; parce que nous savons bien que la science, c'est aussi le développement économique, l'emploi pour tous. Alors, quand ils sont dans la rue, ce n'est pas pour quémander, c'est pour dire qu'ils défendent l'égal accès de tous à l'avenir.

Il en est de même pour la Culture où l'on voudrait réduire cela à un mouvement catégoriel dans lequel quelques fainéants viendraient demander un droit à l'indemnisation, alors qu'il s'agit de faire vivre toutes les salles de théâtres -dans cette région comme partout ailleurs, tous les lieux de culture pour tous, alors que les abus qui auraient dû être supprimés demeurent, notamment dans les plus grandes sociétés de l'audiovisuel privées comme publiques.

Mais, ce sacrifice de l'avenir, nous le constatons aussi en matière d'environnement, d'aménagement du territoire... Tant d'exemples peuvent être donnés ici même ; Et c'est pourquoi, quand il y a autant d'injustice, autant d'inefficacité, autant d'imprévoyance, il y a de l'immoralité. Oui, il y a de l'immoralité à promettre quand on sait qu'on ne pourra pas tenir ; oui, il y a de l'immoralité à annoncer des TGV ou de la TVA quand on sait que l'on ne pourra pas garantir leur application ; oui, il y a de l'immoralité à s'afficher un soir avec l'Abbé Pierre et le lendemain baisser les crédits du logement dans le budget de l'Etat. Oui, il y a de l'immoralité aussi quand on prétend, à juste raison, vouloir lutter contre le cancer un jour et que le lendemain on réduit les crédits de la Recherche de l'Etat ; oui, il y a de l'immoralité quand on prononce -comme le Chef de l'Etat- un discours à Johannesburg sur le développement durable mais qu'on garde, le lendemain, Roselyne Bachelot au gouvernement. Et tout cela se retrouve dans cet « Etat UMP » qui n'est autre que « l'Etat RPR » en plus grand, avec ces mêmes pressions sur l'Administration, sur l'Etat -et nous en savons quelque chose dans toutes nos régions, avec ses choix sélectifs pour les uns et donc, hélas, discriminatoires pour les autres. Et puis, il y a cette loi Perben, avec son invention du « plaider coupable » qui pourrait se faire dans le secret du Cabinet du Procureur, et notamment pour les arrangements particuliers. Ma grande

surprise a été d'entendre le Garde des Sceaux se féliciter de la décision du Conseil Constitutionnel. Il aurait mieux fait, lui, de plaider coupable. Mais s'il était aussi content de la décision du Conseil, il aurait dû nous remercier, nous les socialistes, d'avoir saisi le Conseil Constitutionnel, car si nous ne l'avions pas saisi, son texte serait encore plus mauvais qu'il ne l'est aujourd'hui. Il n'a pas eu cette reconnaissance, parce que pour eux, la Justice c'est toujours un instrument, c'est un moyen et ce n'est jamais une indépendance ou une impartialité.

Personnellement, je n'ai pas été choqué par les déclarations d'amitié au lendemain de la condamnation d'Alain JUPPE ; je peux comprendre ces relations. J'ai été choqué par les déclarations du Premier ministre, voire du Président de la République, sur les juges, la Justice et sur le soutien qu'il fallait apporter à une personne condamnée. Ces raisons suffiraient pour que nous soyons nombreux à aller voter et exprimer un refus, un rejet.

Mais, nous portons d'autres valeurs, d'autres principes. Nous devons aussi, au moment de cette élection, alerter la population, la mettre en garde. Tout le monde sait, mais peut-être pas tous les citoyens, qu'il y a trois menaces qui pèsent au lendemain du scrutin.

Si le gouvernement n'en est pas empêché, il prépare ce qu'il appelle une réforme, mais qui n'est qu'une régression de l'Assurance maladie qui consistera, pour l'essentiel, non seulement à relever la CSG -ça c'est déjà acquis- sur les retraités et les chômeurs -c'est leurs cibles-, mais aussi à renvoyer sur les assurances privées une bonne part de ce qui aujourd'hui est couvert par les régimes de protection sociale. Il y procédera en plus par ordonnances, ce qui n'a rien à voir avec la médecine, mais beaucoup à voir avec le refus du droit parlementaire, puisque cela permettra au gouvernement, dès lors qu'il en aura l'autorisation, de tout organiser, c'est-à-dire de tout défaire du système d'assurance maladie. C'est le principe sur lequel nos régimes sociaux se sont refondés au lendemain de la guerre ; c'est ce qui fait que dans notre société, il y a une cohésion sociale ; c'est ce qui permet à tous, plus ou moins bien, d'accéder à la santé et d'être protégés au moins jusqu'au terme de sa vie par rapport aux aléas qui peuvent frapper les familles. C'est ce principe même qui risque d'être ébranlé, bousculé. Nous devons le dire. Il y a forcément, face à de tels bouleversements, des réactions à prévoir ; il y aura -comme on l'a connu pour les retraites- des mouvements qui s'opéreront et des manifestations qui pourront se multiplier. Mais, c'est d'abord par le vote que l'on empêche une régression sociale car une grande manifestation, aussi utile qu'elle soit, ne permet pas toujours aux revendications d'aboutir dans la satisfaction.

La deuxième menace est celle qui pèse sur le droit du travail. Des rapports ont été donnés au gouvernement. Rapports qui prévoient l'introduction d'un « contrat de mission » qui n'est rien d'autre qu'un « contrat de démission », c'est-à-dire qui prévoit dès le départ, au moment de l'embauche, ce que sera déjà le licenciement. Ce contrat de mission se généralisera. On nous dit que non, que ce n'est qu'un projet, qu'un rapport ; mais chacun sait que c'est l'objectif, y compris même pour la Fonction publique.

La troisième menace, qui elle non plus n'est pas virtuelle, est celle sur les Services publics : Education, privatisation d'EDF, privatisation de GDF, mise en cause de l'Education -il y aura d'ailleurs une loi, tout est donc à craindre. Maintenant, chaque fois que le gouvernement prononce le mot de loi, nous devons commencer à nous méfier.

Là aussi, le sens du vote, c'est de permettre au peuple de s'exprimer pour dire qu'il ne peut pas accepter ces évolutions, pour dire au gouvernement qu'il prendrait un risque grave s'il allait plus loin. C'est à vous, à nous tous d'alerter.

Il y a cependant un autre sens à donner aux échéances qui viennent : c'est le sens de l'action. Le vote de gauche, c'est le seul vote utile. Ce que nous réclamons, nous, ce sont les moyens, les capacités de changer la vie quotidienne de nos concitoyens là, en 2004. Non pas en 2007 ; nous ne sommes pas là pour être le réceptacle de la colère, du mécontentement, de la frustration ; nous ne sommes pas là pour attendre cyniquement que le gouvernement échoue pour prendre sa place, le jour venu, en 2007.

Ce que nous voulons, car nous sommes conscients des risques dans notre société mais aussi des enjeux, c'est être utiles dès à présent. Certes, nous ne devons lever aucune illusion, ne pas laisser croire que les élections régionales sont des élections législatives. Nous n'allons pas changer de majorité au lendemain des élections. Souvent, on nous bouscule : « alors, la gauche, bousculez tout cela, renvoyez les... mais pourquoi ils ne partent pas ? ». Mais, comment les faire partir ? Quand on se trompe au moment d'un vote, il faut aussi en alerter les citoyens : c'est pour cinq ans. Les plus crédules me disent même que Jacques Chirac pourrait de nouveau dissoudre l'Assemblée nationale. Non ! Il ne le fera plus, c'est fini. Maintenant, il faut donc

attendre. Mais, nous ne devons pas non plus donner l'illusion de croire que nos seules actions au niveau d'un département ou d'une région suffiraient à nous substituer à une mauvaise politique gouvernementale, à contrecarrer tout ce que ferait ou ne ferait plus l'Etat. Certes, nous pouvons colmater les brèches, pallier les insuffisances, supplanter même l'Etat dans un certain nombre de ses responsabilités, mais faudra-t-il encore solliciter le contribuable ! Pour autant, ce qui fait le sens de notre engagement à gauche, ce qui fait que nous croyons au suffrage universel, c'est parce que nous pensons toujours que chaque parcelle de pouvoir, chaque levier d'action peuvent être utilisés à des fins de transformation. Nous ne sommes pas de ceux qui restent les bras croisés ou les mains dans les poches en attendant le grand soir, la grande manifestation, les grands jours de manifestation, en oubliant de battre la droite le jour des élections et ainsi espérer un jour la révolution. Quelle révolution ! Nous sommes de ceux qui, depuis toujours, pensent que chaque fois que nous pouvons investir un lieu de pouvoir, une forme de responsabilité, nous pouvons transformer la vie de nos compatriotes. Beaucoup l'ont crû, il y a un siècle, quand ils ont investi les premières communes -c'était ce que l'on appelait le socialisme municipal. Jaurès n'a jamais été ministre, mais il appelait lui aussi à une forme d'investissement de tous les lieux de pouvoir, et ce fut ce mouvement mutualiste, coopératif qui exista, et le syndicalisme aussi qui, à sa façon, a permis de changer la nature de notre société.

Encore aujourd'hui, notre conception de socialistes doit nous conduire à agir dans toutes les régions où nous serons majoritaires, dans tous les départements où nous resterons ou deviendrons majoritaires pour le bien public. Ce qui veut dire ici agir pour l'emploi. C'est pourquoi, on vous a présenté les mesures que nous mettons en avant dans le domaine de l'emploi, mesures qui seront les mêmes partout, pour les jeunes, pour les associations. Ils ont supprimé les emplois jeunes ; nous, nous devons les rétablir à notre échelle dans les régions et dans les départements. Oui, nous devons permettre de vrais plans de formation professionnelle, de vrais plans de reclassement, de vraies chances pour la ré industrialisation. Nous pouvons conditionner les aides publiques à de véritables créations d'emplois, et même suspendre toute aide, tout versement d'aide à une entreprise, dès lors qu'elle n'aura pas répondu à des exigences d'environnement, de dialogue social et de respect de l'emploi. C'est aussi un engagement que nous avons pris. Sur l'Education, nous devons aller vers la gratuité des livres pour les lycéens, gratuité des boîtes à outils pour les apprentis, gratuité pour la mise à disposition d'un ordinateur. Nous devons faire un plan prioritaire pour le logement social étudiant.

Nous devons faire en sorte que l'égalité des chances dans nos territoires soit réelle, autant qu'il est possible. Nous devons changer le cadre de vie, permettre de lutter contre la spéculation foncière, d'avoir des réserves foncières, d'avoir un plan pour le logement. Nous devons donner priorité aux transports publics, alors même que l'Etat réduit tous les crédits qu'il avait prévus pour l'ensemble des transports publics. Nous devons promouvoir dans chaque région un plan de développement durable et faire en sorte de lutter contre tous les sites pollués et d'avoir un grand plan pour respecter l'environnement et ici, en Bretagne, c'est une obligation. Nous devons aussi permettre l'accès plus simple à la Culture, à travers un « passeport culture » ; nous devons permettre aux familles d'être aidées pour les licences sportives, parce que c'est un moyen formidable de donner une chance à des jeunes, dans les quartiers ou non, pour accéder aux loisirs.

Nous devons être aussi une référence pour la démocratie participative. Pas besoin d'aller à Porto Alegre ! Il suffit simplement de faire vivre les principes de notre République, c'est-à-dire élaborer -comme cela a été fait en Bretagne- les projets avec les citoyens, évaluer l'action, rendre compte des mandats, limiter aussi les cumuls et faire également des choix qui correspondent au débat démocratique issu de la confrontation dans les assemblées locales et dans le rapport que nous devons avoir avec l'ensemble du monde associatif. Parce que si j'ai retenu une leçon de notre échec de 2002, c'est qu'il ne suffit pas de voter des lois -bonnes pour l'essentiel, faut-il encore qu'elles soient appliquées ; il ne suffit pas de voter des lois avec le Parlement, il faut les élaborer aussi avec les syndicats, les associations, l'ensemble des mouvements sociaux.

Nous ne pouvons pas accepter qu'il y ait ceux qui détiennent le pouvoir d'un côté et ceux qui le regardent de l'autre. Chaque fois que cette césure apparaît, que cette coupure transparaît, c'est un mal pour la démocratie. Chaque fois que l'on regarde -comme l'a fait hélas celui qui est encore Premier ministre- le haut et le bas, on met en cause le fondement même de la République. Le pouvoir est au citoyen et le peuple a tous les devoirs mais aussi les droits dès lors qu'il s'exprime. C'est pourquoi, nous devons appeler dans ce combat politique des élections régionales et cantonales à une vraie dimension démocratique, à un vrai sursaut civique. Nous devons être dans cette campagne non pas simplement les militants socialistes -pour ceux qui le sont, de la gauche, nous devons être les militants de la République. C'est ainsi que nous donnerons un sens au vote. Nous ne demandons pas plus de place, même si nous ne les refuserons pas ; il ne s'agit pas de mettre un système à la place d'un autre, un clan à la place d'un autre ; il ne s'agit pas non plus de confondre la gauche et la droite -cette formule a coûté si cher à la démocratie d'abord. Mais, nous refusons aussi cette idée qu'il y aurait finalement aujourd'hui une autre politique que celle de la gauche ou de la droite. J'entends ce discours populiste depuis toujours ; ceux qui se prétendent ni de droite ni de

gauche, on sait où ils sont : toujours à droite. Et ils le sont dans l'hypocrisie, dans le camouflage ; Et, quand je vois François Bayrou, je devine Jean Lecanuet. C'est vous dire la ressemblance entre l'un et l'autre. C'est ce fameux discours où l'on est au Centre avant le premier tour et à droite entre les deux tours et au gouvernement lorsque c'est la droite qui gouverne.

Il nous appartient donc de faire vivre cette campagne, car il n'y aura que nous pour faire campagne ; il n'y aura que nous pour aller vers les électeurs, pour être sur les marchés, pour tenir des réunions publiques comme celle-là, parce que la droite s'y refuse, la droite attend, a peur de l'averse qui va, je l'espère tomber et cherche déjà à s'abriter. Et, la meilleure façon de s'abriter, c'est de ne pas bouger. À nous donc, à vous militants, sympathisants de faire campagne, d'aller chercher chaque voix, chaque électeur car, j'insiste là-dessus, toute abstention est une chance pour la droite, tout vote est un espoir pour la gauche.

La première exigence donc est de voter. Voter devrait être un réflexe. Il faut peut-être faire preuve de plus de pédagogie aujourd'hui. Mais, voter cela vaut le coup. Cela vaut la peine pour porter d'abord un coup d'arrêt à la droite, un coup de jeune à la politique ensuite et, enfin, un coup d'accélérateur au rassemblement de la gauche, à son redressement et, peut-être bientôt, à sa préparation aux responsabilités.

Oui, il faut voter à gauche, pour l'intérêt général, pour le progrès, pour l'esprit public. Il faut donc saisir la chance qui nous est offerte, elle ne se reproduira plus avant 2007.

Cher Pierre Maille, à toi de faire en sorte -avec toutes celles et tous ceux qui sont candidats au nom de la gauche- que le Finistère garde le bon cap, celui que tu tiens depuis maintenant 6 ans.

À toi, Cher Jean-Yves Le Drian, de prendre conscience de la tâche formidable qui est la tienne avec toute l'équipe qui t'entoure. C'est à toi que revient, avec ton équipe, non pas de faire tomber la Bretagne à gauche, mais d'abord de faire tomber le scepticisme, la résignation, le fatalisme, le conservatisme. Il te revient aussi dans le même mouvement de faire monter encore plus haut nos valeurs, nos références, nos exigences sociales, politiques et culturelles pour cette région. C'est en faisant tomber la peur et en redressant haut l'espérance que nous mettrons la Bretagne à sa place, c'est-à-dire en haut, à gauche.